

éclatante que l'adversaire à vaincre était plus formidable et mieux armé par ses institutions politiques. C'est après une épopée fantastique, où la France a perdu 1,700,000 de ses fils les plus vigoureux et les plus braves, et où elle a subi dans ses riches provinces du nord et de l'est une déchirure profonde, que cinquante années de labeur pourront à peine réparer. Aucun de nos grands alliés n'a connu une épreuve comparable à celle-là et n'a contribué par autant de sacrifices ou par autant de valeur guerrière à la commune victoire.

Or, de cette guerre géante, dont le principal enjeu politique, après la grande querelle du Rhin, était la grande querelle d'Orient, le résultat pourra bien être, dans le Levant, où la domination britannique et américaine reçoit de si étonnantes extensions, que la France aura une situation moralement plus diminuée qu'à la veille du cataclysme. Elle perdrait, en effet, son protectorat des lieux saints et le protectorat de la majeure partie des communautés catholiques de l'ancienne Turquie d'Asie, sans retrouver une compensation proportionnée à ses droits comme à ses pertes et à ses gloires.

Nous craignons que l'histoire ne soit sévère aux hommes d'Etat responsables de la paix française, qui, oubliant l'étendue de leur dette envers la tradition nationale, envers nos morts d'hier, envers les générations à venir, n'auront pas su, *devant nos alliés*, obtenir justice pour la France et parler en vainqueurs.

Mais l'histoire dira aussi qu'un allié de la France, méconnu et offensé par elle, n'a jamais voulu méconnaître ses droits de protectorat catholique aux Echelles du Levant ni abandonner sa cause. En 1888, en 1898, en 1905, en 1917, cet auguste allié a rendu aux traditions françaises d'Orient et des lieux saints le plus décisif témoignage. Qu'on le nomme Léon, Pie ou Benoît, cet allié qui ne nous oublie pas est lui-même l'héritier d'un droit immortel, car il s'appelle Pierre.